Ici comme à Chypre, ne laissons pas les banquiers décider de nos vies !

Bulletin automobile du NPA 35 de mars 2013

Rien ne va plus à Chypre, le plus petit pays de la zone euro. Les banques ont été fermées, avec impossibilité d'utiliser les cartes bancaires ou les chèques pour payer ses dépenses courantes. Les retraits d'espèces dans les distributeurs ont été limités à 100 euros par jour. Les stations service menacent de fermer, la pénurie guette les supermarchés. Tout le monde redoute le "bank run" (que la population se précipite pour retirer l'argent déposé sur les comptes des deux principales banques du pays, dont l'une est carrément déclarée en faillite et l'autre mise sous respirateur artificiel). La menace d'un krach bancaire généralisé à toute l'Europe n'a plus rien d'un scénario de science-fiction.

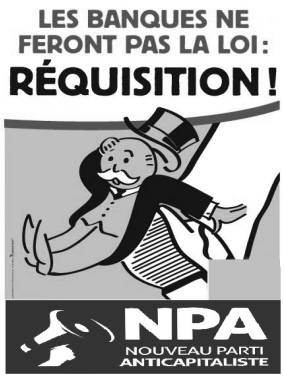
Gouvernements et Union Européenne au service de la finance

Le FMI, les gouvernements français et allemand, la Banque centrale européenne ont voulu imposer à Chypre un plan dit « de sauvetage » qui visait à taxer toute épargne à partir de 1 euro. Ces ponctions étaient censées rapporter 5,8 milliards d'euros exigés en contrepartie et complément d'une aide de 10 milliards d'euros pour renflouer les banques du pays. Un plan de sauvetage de près de 16 milliards d'euros, soit l'équivalent du PIB de tout le pays ! L'équivalent de toutes les richesses produites sur un an à Chypre aurait été ainsi donné à des banques qui ont bénéficié d'un régime fiscal particulièrement avantageux et qui sont aujourd'hui au bord de la faillite car elles ont spéculé sur la dette des autres en particulier de la Grèce.

C'est leur système qu'ils veulent sauver !

Devant la révolte de la population, puis le lâchage de sa propre majorité au Parlement, le gouvernement a du reculer. Finalement, un plan a été imposé qui ne prévoit la taxation des avoirs bancaires qu'au-dessus de 100 000 euros. Les dirigeants européens, français en tête, prétendent que leur nouveau plan s'attaque au paradis fiscal qu'est Chypre et protège les petits épargnants ! Il en faut du cynisme pour dire ça ! Depuis des mois la population chypriote subit une forte aggravation du chômage et la chute de ses revenus. Sur une île de 700 000 habitants les milliers de licenciements dans le secteur bancaire vont provoquer une onde de choc énorme. Dans tous les pays qui ont subi ce genre « de sauvetage », les petits commerces ferment, les retraités et les travailleurs sont réduits à la misère, l'économie plonge dans la dépression.

Les politiques d'austérité, un racket



La tentative de hold-up chypriote est en cohérence avec les politiques d'austérité qui alimentent, partout en Europe, les plans de sauvetage des banques ou les subventions et autres cadeaux au patronat.

C'est la même politique qui est à l'œuvre dans toute l'Europe où les classes dominantes s'approprient, grâce à la politique des États, une part croissante des richesses qu'elles volent à la collectivité, aux travailleurs qui les produisent.

Exproprier les voleurs

Face à la mainmise des banques et du Medef sur l'État, nous n'avons pas d'autres moyens pour imposer une autre politique que de nous organiser, de nous mobiliser. Nous devons préparer l'affrontement avec le gouvernement et ses amis pour faire triompher nos droits en remettant en cause ceux des banquiers et des patrons. Il faut mettre les voleurs hors d'état de nuire en expropriant les financiers et en créant un monopole public bancaire pour mettre l'économie au service de la population et non d'une minorité parasite !

POUR CONTACTER LE NPA 35:
Rendez-vous sur notre site internet :
www.anticapitaliste-35.org
ou envoyer nous un mail à :
npa.rennes@anticapitaliste-35.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «autocritique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

Échos de PSA

INFAME RECUPERATION (1)

La droite et l'extrême-droite, à l'occasion de leur défilé du 24 mars contre le mariage pour tous, ont osé mettre en avant des slogans comme : « La priorité c'est Aulnay, pas le mariage gay » ou encore « On veut du boulot, pas du mariage homo ». Ces homophobes des beaux quartiers se moquent bien de la situation des travailleurs, mais ils cherchent à les opposer entre eux, comme le font déjà le FN, l'UMP et Valls en stigmatisant les immigrés et les Musulmans. Le mariage pour tous n'est pas un problème : c'est un droit élémentaire pour lequel nous devons nous battre comme nous devons combattre toutes les formes d'homophobie. **Ce n'est pas en empêchant un(e) collègue homo de pouvoir se marier qu'on sauvera nos emplois, c'est en luttant tous ensemble contre le patronat.**

Quant à Christine Boutin et ses amis qui poussent des hurlements d'indignation parce qu'ils ont respiré quelques gaz lacrymogènes, on ne les entend plus quand les CRS répriment bien plus durement les ouvriers d'Aulnay et de Goodyear !

APRES SEVELNORD, PSA TESTE SON FUTUR PLAN DE FLEXIBILITE A MULHOUSE.

Pour produire le nouveau 2008, la direction de PSA a décidé de faire travailler 450 salariés de Mulhouse une heure de plus par jour pendant trois mois, ce à quoi vont se rajouter 4 samedi travaillés. Faire travailler plus plutôt que d'embaucher à hauteur des besoins est une honte! Cette mesure s'inscrit dans le cadre des accords de compétitivité comme celui qui se met en place à Renault (augmentation du temps de travail, gel des salaires, mobilité forcée… contre une vague promesse de ne pas fermer de sites pendant 2 ans). Alors que le gouvernement encourage de tels accords via l'ANI, accord signé entre le MEDEF et des syndicats minoritaires qu'il est en train de transcrire dans la loi, il ne fait nul doute que PSA est en train de tester à Mulhouse la possibilité d'un tel accord qui toucherait tous les sites du groupe. **Nous devons refuser ce chantage et défendre nos conditions de travail!**

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

NAO: QUAND LA DIRECTION DE PSA NOUS AFFAME!

0%, c'est l'augmentation que PSA nous a accordé cette année à l'occasion des Négociations Annuelles Obligatoires. On s'attendait au pire et on a été servi. Alors que l'INSEE annonce pour la première fois depuis 1984 une baisse du pouvoir d'achat en France, ce refus d'augmentation (qui est en fait une baisse des salaires relativement à l'inflation) enfoncera un bon nombre d'entre nous dans les difficultés financières. Pendant ce temps, la famille Peugeot se prélasse avec ses milliards, exilée en Suisse. **Il faut prendre sur les profits; le NPA exige une augmentation de 300€ pour tous, pas un revenu sous les 1600€ nets!**

INFAME RECUPERATION (2)

Samedi 23 mars, divers groupe d'extrême-droite dont certains ouvertement fascistes organisaient une conférence raciste et xénophobe en prétendant s'approprier la souffrance des salariés touchés par la crise et notamment ceux de PSA. Près de 500 personnes ont manifesté pour dénoncer cette tentative de récupération, pour dénoncer leur racisme nauséabond mais aussi pour combattre les vagues de licenciements en rappelant qu'on ne les éviterait pas en s'en prenant aux étrangers mais en luttant dans l'unité, en construisant un grand mouvement de grève!

A AULNAY, LA LUTTE CONTINUE!

Nos collègues en sont à leur 11ème semaine de grève et ils ne lâchent rien! Afin de maintenir la pression, ils multiplient les actions: le 18 mars rassemblement devant le siège de PSA à l'occasion du CCE. Le 19 mars, ils ont voulu interpeller A. Montebourg sur la complicité silencieuse du gouvernement vis-à-vis des licenciements à Aulnay et à Rennes mais celui-ci a préféré se cacher et louper son train que de leur répondre. Le 27 mars, ils occupaient une annexe du ministère du travail dont ils sont repartis avec la promesse d'une réunion avec le ministère au sujet des huit licenciements disciplinaires et des menaces pénales à l'encontre de militants grévistes. Le 28 mars, 130 de nos collègues ont occupé les locaux du MEDEF, quand la police est arrivée, ils sont ressortis pacifiquement contre la promesse de pouvoir regagner leurs cars, mais la police a attendu qu'ils soient dehors pour les embarquer avec violence au commissariat. Soumis aux pires pressions par la direction et les cadres de PSA, ignorés et méprisés par le gouvernement, réprimés par la police, c'est avec difficultés qu'ils poursuivent leur lutte dans la dignité. **Plus que jamais, nous ne devons pas les laisser seuls!**